

Concours : ENM 3<sup>e</sup> Groupe

Epreuve : Cas pratique Droit et Procédure Pénale

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.

Questions 1 à 3 :I Des investigations menées par les enquêteurs.

En l'absence de mention d'un réquisitoire introduit d'urgence ou d'une information, nous nous trouvons dans le cadre d'une enquête pénale.

L'article 53 du Code de procédure pénale (CPP) définit la flagrance comme le crime ou le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre ou si dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la chambre pénale ou l'ordonnée en présence d'élus, d'agents ou d'officiers habilités par leur participation à l'infraction.

Il faut donc répondre à trois critères de gravité de l'infraction, temporalité et lieu.

En l'espèce la police est appelée suite à deux coups de feu et trouve un adolescent blessé par balle au sol, l'infraction est donc qualifiée de crime car elle entraîne la peine de mort.

Les policiers trouvent la victime ainsi que des cartouches de balle sur place, le crime est donc aussi caractérisé.

Concernant le critère de gravité de l'infraction, il s'agit d'un crime de violence avec arme à feu au 221-12 du Code pénal de l'Etat d'Israël et 75 000 € d'amende. Le critère de gravité de l'infraction est rempli.

En conclusion, les policiers se trouvent en situation de flagrance qui pourra mener à l'arrestation.

Dans le cadre de l'enquête de flagrance, les officiers de police judiciaire (OPJ), secondés par des agents de police judiciaire (APJ) peuvent faire des constatations (art 54 du CPP), en-

N°

1/9

des des témoins en audition (article 62 du CPP), effectuer une perquisition ou des saisies (article 54 du CPP) ou recueillir des informations en dehors (article 60-1 du CPP).

En l'espèce, les enquêteurs ont pu auditionner le témoin comme témoin, ils ont également pu des informations auprès des voisins sur les lieux de commission de l'infraction. Sur place les enquêteurs ont pu constater la présence de dents et des images de vidéosurveillance du quartier.

## II. le cadre d'enquête pour l'obtention des téléphones portables.

L'enquête de flagrance permet à l'ORS de requérir de toute personne, toute information intéressant l'enquête y compris celle issues d'un système informatique ou d'un traitement de données nominatives (article 56 du CPP). Le refus de remettre la communication écrite de déchiffrement d'un message de cryptologie à savoir le code de débrouillage d'un téléphone est puni selon l'article 434-15-2 du CP.

En l'espèce, faisant dans le cadre d'une enquête de flagrance, l'ORS pouvait demander à Nattco D son téléphone et de le déverrouiller pour y chercher des informations utiles à l'enquête et ce en présence de Nattco.

## III. la perquisition et saisie effectuées chez Kevin B.

Des perquisitions et saisies dans le cadre d'une enquête de flagrance sont prévues aux articles 56 et 57 du CPP. Elles doivent être effectuées par un ORS, avec l'accord du procureur de la République en cas de copie de données ou saisies et confiscation obligées (article 56 CPP). Elles doivent être réalisées en présence de la personne au domicile de laquelle la perquisition a lieu, ou avec la représentation d'une personne de son choix ou à défaut par deux témoins élus par l'ORS (article 57 CPP). Il peut accéder aux données stockées sur un système informatique (article 57-1 du CPP). Enfin la perquisition ne peut avoir lieu que entre 6 h du matin et 21 h (article 59 du CPP).

Les formalités étant prescrites à peine de nullité (article 59 CPP).

En l'espèce, Kevin B. étant présent à son domicile, son consentement à la perquisition n'est pas nécessaire. La

N°

219



perquisition sera régulière si elle a commencé avant 21h et a bien été effectuée par un O.P.S.

Les notes des cartes bancaires seront régulières si elles ont été faites avec l'accord du procureur de la République.

#### Question 4:

#### I La garde à vue de l'article 62-2.

La garde à vue est prévue à l'article 62-2 et du CPP. Cette mesure de contrainte est décidée par l'O.P.S., sous le contrôle du procureur de la République. Lorsqu'il existe une ou plusieurs raisons de soupçonner qu'elle a participé au fait de commettre une infraction (délit puni d'empêchement ou crime) et lorsqu'elle est l'unique personne présente à l'un, au moins des 6 objectifs prévus à l'article 62-2 du CPP.

En l'espèce l'article 62-2 a été partiellement rempli par des policiers de la BAC sur les images de vidéosurveillance relatives aux enquêteurs - la description de sa voiture - des quads ainsi que la consultation de sa plaque d'immatriculation avec celle visible partiellement sur les images de vidéosurveillance sont un indice supplémentaire de sa présence sur le lieu de l'infraction; ainsi que l'interrogatoire oral de son véhicule.

Cette mesure est également l'un des moyens de persécution administrative - l'interdiction (1<sup>er</sup> du 62-2), empêche la présence de modifier les preuves ou indices (3<sup>er</sup> du 62-2), empêche la consultation avec le deuxième individu (4<sup>er</sup> du 62-2).

Sous réserve de l'information du procureur de la République de sa garde à vue, les conditions de l'article 62-2 du CPP sont bien remplies.

Les articles 63 et 63-1 du CPP disposent des droits à lui notifier et de la durée de la garde à vue.

En l'espèce nous n'avons pas pris en l'information du procureur de la République ni sur la notification de ses droits. La garde à vue sera régulière que si ces formalités ont été faites.

L'article 63-2 prévoit la possibilité de prévenir une personne qui vit avec la personne gardée à vue ou un parent ou son employeur. Le procureur de la République peut, à la demande de l'O.P.S., diffuser cet avis selon les circonstances.

En l'espèce, il n'y a pas fait mention de l'intervention du procureur de la République, cependant l'art 11 fait une exception, elle ne fait pas partie des pouvoirs nées par l'article 63.2 du CPP.

## II La garde à vue des Votants B.

A titre liminaire précisons que Votant B est mineur. Il vient d'atteindre 16 ans au moment des faits.

En plus des conditions déjà mentionnées pour la garde à vue de suspect D, le CPP prévoit des conditions supplémentaires pour les mineurs.

L'article L413-6 dispose doit être âgé d'au moins 13 ans pour être placé en garde à vue.

En l'espèce Votant D a 16 ans, la garde à vue est donc possible.

L'article L413-7 ajoute qu'après avoir avisé le procureur de la République, l'officier aura les représentants légaux ou le service auquel le mineur est confié. Il doit être garanti par un médecin selon l'article 63.3 du CPP (L413-8) et dès le début de la garde à vue le mineur doit être assisté d'un avocat (L413-9) et cette dernière doit faire l'objet d'un enregistrement audiovisuel (L413-12 du CPP).

En l'absence de mention particulière ici la garde à vue ne sera régulière que si toutes ces conditions ont été respectées.

## Question 5 :

### I Les infractions susceptibles d'être retenues pour l'atteinte D.

L'article 222-12 du Code pénal incrimine les violences ayant entraîné une incapacité de travail supérieure à huit jours avec plusieurs circonstances aggravées.

Au titre de l'élément matériel, les violences nécessitent un acte positif. En l'espèce cela se fait par le fait de Julian C a mis deux balles à la gorge qui sont exécutées au tir par arme à feu.

Au titre de l'élément moral, il faut que l'acte soit intentionnel c'est à dire avec la conscience de sa brutalité et de son danger et la volonté de le commettre tout de même.



Concours : END 3° 6moursEpreuve : Cas Pratique Droit Penal de procédure pénale

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En l'espèce il ne fait pas de doute que Matteo D avait conscience de la gravité et du danger de son acte. Il a tiré sur Julien C car il voulait lui "donner un avertissement".

L'élément intentionnel ne fait donc pas de doute.

Concernant les circonstances aggravantes, on peut retenir :

- 8° = par plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice.

En l'espèce Matteo D était accompagné de Vincent B qui conduisait le véhicule.

9° = avec préméditation.

En l'espèce, des photos ont été prises dans le téléphone de Matteo D. de la victime devant son domicile, prises à son insu, l'infraction auxiliaire avec son être préparée et la préméditation peut être retenue.

- 10° = avec usage d'une arme.

En l'espèce, une arme à feu.

- 12° = Par un moyen agissant avec l'aide ou l'assistance d'un mineur.

En l'espèce Vincent B est un mineur de 16 ans et conduisait le véhicule.

Lorsque les infractions sont commises dans trois circonstances aggravantes la peine est portée à 10 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende.

L'éléments 1 et 2 du 13°-23 relatif à la peine de mort sont applicables.

En conclusion Matteo D encourt 10 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende pour infractions aggravées. Cependant étant en relation avec (13°-16 ans P) il y a un doute.

## II Les infractions susceptibles d'être retenues à l'encontre de Kevin B

L'article 121-6 du CP dispose que sera puni comme auteur le complice de l'infraction au sens de l'article 121-7. L'article 121-7 du CP définit le complice d'un crime ou d'un délit comme la personne qui, volontairement, par aide ou assistance, en a facilité la préparation ou la consommation.

En l'espèce, au titre de l'élément matériel, Kevin B a bien agi en aide à Matteo D puisque'il a conduit le véhicule qui s'est arrêté au niveau de la victime et duquel sort Matteo D pour laisser la victime puis ils repartent à vive allure.

Au titre de l'élément intentionnel, il ne fait pas de doute que Kevin avait conscience de l'illegalité de leur action et de commettre une infraction.

Kevin B est donc complice de violences aggravées et encourt comme Matteo 10 ans d'empêchement et 15000 € d'amende.

L'article L221-2 du Code de la route incrimine la conduite de véhicule sans permis de conduire qui est puni d'un an d'empêchement et 15000 € d'amende.

En l'espèce Kevin B a 16 ans, il ne peut donc pas être titulaire du permis de conduire; il encourt donc un an d'empêchement et 15000 € d'amende.

L'article 321-1 incrimine le vol comme le fait de dissimuler, détenir une chose en sachant qu'elle provient d'un crime ou d'un délit. Le vol est puni de 5 ans d'empêchement et 30000 € d'amende.

À titre matériel, il faut une infraction d'origine. En l'espèce il s'agit de cartes bancaires volées, donc un vol qui constitue un délit.

Au titre matériel il faut d'abord, acquiescer ou transmettre une chose.

En l'espèce les cartes bancaires ont été trouvées au domicile de Kevin B - Kevin B en a donc eu la détention.

En au titre moral, il ne fait pas de doute que Kevin avait conscience de l'origine frauduleuse des cartes



bençaines puisqu'elles ne sont pas à son nom et qu'il les a achetées dans un bon auprès d'un individu.

Le seul car donc caractérisé, l'enfant B concourt à une d'oppression avec de 335 000 € d'arnade.

Cependant l'enfant B car mineur de 16 ans, il est préservé capde de d'arnade (L 11-1 du CSP) et les peines encourues sont diminuées de moitié (L 11-5 du CSP).

Étant en concours d'infraction (132-2 du CP), l'enfant n'acquiesce qu'une seule peine de même nature dans la limite du maximum légal le plus élevé (132-3 du CP).

En l'espèce l'enfant B concourt 5 ans d'oppression avec et 187 500 € d'arnade.

### Question 6:

Selon le principe de l'épuration des poursuites le procureur de la République peut choisir de classer sans suite, de mettre en œuvre une procédure alternative ou d'engager des poursuites.

Au vu de la gravité des faits, il est tenu de poursuivre d'office D et l'enfant B.

### D concernant l'acte D

Les faits de violence aggraves constituant un délit, le procureur de la République peut choisir de poursuivre d'office en ouvrant une information judiciaire, décider de mettre en œuvre une composition immédiate ou à délai différé, une CRPC, conciliation par l'ARSA ou par PV ou une ordonnance pénale.

L'ordonnance pénale prévue à l'article 495 du CPP n'est pas applicable au délit d'atteintes à l'intégrité des personnes; il en est de même pour la CRPC prévue à l'article 495-7 du CPP.

Au vu de la gravité des faits et afin de poursuivre mettre en œuvre une mesure de contrainte telle que la contrainte judiciaire, l'ARSA ou la détention provisoire le procureur de la République peut choisir la CI ou à délai différé ou la CRP.

La composition immédiate (article 300 bis du CPP) est possible en cas de délit flagrant lorsque le traître de l'oppression

personne par la loi est au moins égale à 6 ans -

La comparution à délai différé (397.1-1 du CPP) est possible lorsque l'affaire est en état d'être jugée selon le processus de CI mais que des résultats de négociations sont en attente.

La CPS prévaut à l'article 360.1 -

En l'espèce les faits sont graves et l'affaire est en état d'être jugée, après D ayant de plus reconnu être l'auteur du tir, une comparution immédiate semble être la plus appropriée pour permettre de mettre en œuvre des mesures de sûreté.

## II. baccarat Karim D.

Karim D étant mineur au moment des faits, la CRPC et l'ordonnance pénale lui sont fermées; la comparution immédiate également (397.6 du CPP).

Le procureur de la République devra envoyer Karim D devant le tribunal pour enfants, seul compétent pour prononcer une peine d'égrenement pour les mineurs. (L251-1 du Code de l'organisation judiciaire)

### Question 7:

Concernant Matteo B, si le procureur décide d'une comparution immédiate, et si le tribunal ne peut se réunir le jour même, le procureur peut demander au JLD la mise en détention provisoire du prévenu (366 du CPP)

En l'espèce les faits de violence aggravée sont assez graves et imputables par justification la mise en détention provisoire de Matteo B. Si le JLD estime que la détention provisoire n'est pas nécessaire, il pourra décider de soumettre le prévenu à une ou plusieurs obligations du contrôle judiciaire (CJ) ou le plaquer sous ARSE jusqu'à sa comparution au tribunal. Dans le cadre du contrôle judiciaire, il pourra lui interdire de se rendre sur le lieu de commission de la fraction, tout contact avec le réseau ou Karim D -

S'il choisit l'ARSE, il peut également lui imposer les mêmes obligations mais le dispositif ne pourra être mis en œuvre qu'à la suite du consentement de Matteo B (article 147.5 du CPP) \*



Concours : ENM 3<sup>e</sup> Concours

Epreuve : Cas pratique Droit Pénal.

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Concernant Kevin D, étant mineur de 16 ans il peut être placé sous contrôle judiciaire (L331-1 du CSPJ) sous APSÉ (L333-1 et 333-2 du CSPJ) ou sous DP (L334-1 du CSPJ).

En cas d'APSÉ au domicile des représentants légaux du mineur, l'accord doit être recueilli préalablement.

Ces mesures de sûreté ne peuvent être mise en œuvre que pour des faits dont la peine maximale est au maximum égale à trois ans.

En l'absence Kevin D étant 5 ans d'empêchement, il pourra donc bien être placé sous CJ, APSÉ ou DP par le JLD ou le Juge des enfants.

Étant délinquant et ayant déjà commis des infractions quelque soit auparavant le DP semble être la mesure la plus appropriée.

\* Au vu du passé judiciaire de Kevin D qui a déjà commis des faits de violence et qui était sous le régime de la semi-liberté, la détention provisoire semble la plus adéquate, le Juge de l'appel Kevin D des peines de Bordeaux pourra annuler son engagement de peine et ordonner que sa peine soit exécutée en intégralité.





N°

.../...

